

# FOCUS

## LES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES Des catalyseurs pour booster la transformation économique en Afrique

Faire de l'Afrique une destination de plus en plus prometteuse notamment en termes d'investissement direct étranger, afin d'y renforcer son développement économique et asseoir sa croissance, tel a été le fil conducteur qu'ont suivi les 300 participants ayant pris part à la 8ème convention annuelle de «l'African Special Economic Zones», organisé par l'association Africa Economic Zones et l'Union africaine (UA), en partenariat avec Tanger Med, l'UNCTAD, l'UNIDO et la Banque africaine de développement (BAD). PAR **DAVID JÉRÉMIE**



C'est à Tanger les 23 et 24 novembre dernier, qu'ont eu lieu les travaux de la 8ème édition de l'African Special Economic Zones Annual Meeting. L'événement a accueilli d'éminents experts, des décideurs

et les représentants de zones économiques Africaines et d'organisations internationales qui ont eu à cœur de débattre autour de la thématique suivante: «Promouvoir l'industrialisation durable et la diversification économique : Une feuille de route pour les zones

économiques spéciales africaines». Il faut dire qu'en Afrique, les Zones économiques spéciales (ZES) jouent un rôle très important dans le développement du secteur privé et l'industrialisation dans la sous-région. Ainsi, depuis huit ans, ces opéra-

teurs se sont regroupés au sein de l'Association Africaine des Zones Économiques (AEZO), une plateforme d'échange et de partage au profit de l'écosystème des zones économiques continentales. Fondée en novembre 2015 par le Groupe Tanger Med, le premier complexe industrialoportuaire d'Afrique et de Méditerranée, avec la participation de représentants de plusieurs autres zones économiques africaines, l'AEZO, qui compte à ce jour plus de 85 membres représentant plus de 45 pays africains et regroupe les principales zones économiques africaines et institutions en charge du développement, de la gestion et de la promotion des zones économiques en Afrique.

En effet, le sujet du développement des zones économiques intéresse aussi bien les grands que les petits pays africains comme l'Eswatini qui était présent l'année dernière au Steering Committee.

Après les succès des éditions précédentes au Nigeria en Côte d'Ivoire et en Ethiopie, tous ces opérateurs ont répondu présents à nouveau dans la capitale du Détroit.

Durant deux jours, les participants ont échangé sur des sujets d'intérêt commun permettant de renforcer l'engagement en faveur du développement économique de l'Afrique.

Il faut souligner que cette 8ème convention annuelle de l'AEZO se tient dans une conjoncture économique internationale qui n'enthousiasme pas les investisseurs. «*Il y a un certain nombre de signes de récession, ainsi les promoteurs en termes d'investissement connaissent un temps assez difficile. Mais le paysage de l'investissement mondial évolue de manière extrême-*

## LE CHIFFRE

# 203

**Selon l'Association Africaine des Zones Economiques (AEZO), il existe à ce jour 203 ZES opérationnelles en Afrique.**

*mement rapide, c'est une sorte de puzzle qui a été éparpillé et qu'il faudrait reconstruire. Heureusement que l'Afrique est une destination d'investissement, notamment en termes d'investissements directs étrangers », a planté le décor indique Mehdi Tazi Riffi, CEO de Tanger Med, lors de son allocution, soulignant également le rôle clé que peuvent jouer les zones économiques spéciales*

(ZES) en tant que pôles d'attraction d'activités industrielles, d'investissements directs étrangers (IDE), et catalyseurs du commerce intrarégional.

Après avoir mis l'accent sur le potentiel important de ressources dont regorge le continent africain, qui est doté d'un marché de 1,2 milliard d'habitants, dont 60% ont moins de 25 ans, le CEO de Tanger Med a relevé que les économies africaines ont fait preuve de résilience avec une croissance économique qui s'est

## Zones économiques spéciales : vers un modèle africain

Cette 8ème convention annuelle a été une plateforme assez importante qui a permis à l'AEZO de réunir les membres de sa communauté. Ils ont pu échanger avec l'ensemble de leurs partenaires, sur le bilan de ces dernières années, notamment leur réalisation principale à savoir la mise en place d'un modèle de développement des zones économiques Africaines.

Cette rencontre a également permis de dresser, dans un premier temps, le bilan des réalisations et de voir dans quelle mesure ce modèle Africain est aujourd'hui duplicable et applicable par les zones économiques africaines. Dans un second temps, ils ont pu, grâce à cette édition, présenter à l'ensemble de leur communauté la feuille de route qu'ils comptent adopter pour les prochaines années, tout en mettant en avant le principe de développement durable, plus précisément du développement industriel durable et soutenu.

Ils ont aussi évoqué des sujets importants qui ont été détaillés par la suite par l'ensemble des experts, notamment en matière de digitalisation, de mise en place d'une proposition de valeur compétitive et surtout l'impact du volet logistique. Une logistique performante et compétitive pour le développement des zones économiques.



Il faut dire, que tous ces axes majeurs représentent la feuille de route de l'AEZO pour les prochaines années avec comme principal axe de développement, la mise en place de cette feuille et les zones économiques qui sont alignées avec les principes de développement durable telles qu'elles ont été annoncées par les Nations unies.

## CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR L'AEZO



Lancement de 2015 de l'AEZO en 2015 à Tanger

L'organisation des zones économiques africaines (AEZO) est une association continentale représentant les principales institutions publiques et privées chargées du développement, de la gestion et de la promotion des zones économiques en Afrique. Elle comprend aujourd'hui 85 zones économiques spéciales réparties dans 45 pays. Fondée en novembre 2015 par Tanger Med Group Maroc, l'AEZO s'efforce de soutenir les projets des zones économiques africaines et de renforcer les relations au sein de son écosystème. S'appuyant sur ses orientations stratégiques, l'AEZO entend partager avec ses membres les bonnes pratiques, leur fournir une assistance stratégique et technique, se connecter avec des entreprises internationales, réseauter et promouvoir des modèles et des pratiques économiques durables. Cette année, en plus du Maroc, du Gabon et du Sénégal, de nouveaux pays ont rejoint le comité de pilotage de l'organisation, notamment le Ghana, le Kenya, la Guinée et l'Eswatini.

établie à 3,8% en 2022 et estimée à 4,1% en 2023-2024, soulignant, toutefois, que la part du commerce intra-africain dans les exportations du continent stagne toujours à 15%, contre 67% en Europe. Si l'Afrique abrite environ 17 % de la population mondiale, elle ne représente que 2,5 % du commerce mondial, sans compter que certaines lacunes persistent encore, estime Mehdi Tazi Riffi. «*La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) représente donc une excellente opportunité pour créer un marché unique et accélérer l'intégration commerciale du continent, si nous parvenons à combler le déficit d'infrastructures et à répondre aux besoins d'industrialisation*», a

ajouté Mehdi Tazi Riffi, relevant que la capacité des ZES à pérenniser leur développement est intimement liée à leurs objectifs stratégiques et à la qualité de leur modèle opérationnel. «*Le Maroc, le deuxième plus grand investisseur africain en Afrique, fait preuve d'un fort engagement politique pour le succès de l'intégration régionale africaine*», a-t-il poursuivi, notant que cet événement intervient quelques jours seulement après le Discours royal à l'occasion du 48<sup>e</sup> anniversaire de la Glorieuse Marche verte, dans lequel SM le Roi Mohammed VI a souligné l'importance de renforcer la connectivité de la façade atlantique du pays avec les voisins africains. «*Nous continuerons à travailler avec nos partenaires africains pour assurer le développement réussi des ZES sur notre continent*», a-t-il insisté.

Aujourd'hui, le challenge ou les défis pour les zones économiques africaines, c'est de pouvoir rejoindre les chaînes de valeurs industrielles, d'accélérer la

vitesse de leur développement et de pouvoir répondre d'une façon de plus en plus efficace aux exigences des investisseurs, qui considèrent aujourd'hui l'Afrique comme étant une terre d'opportunités et un marché important.

Jusque-là, les zones économiques africaines ont joué un rôle clé dans la promotion de l'industrialisation, de la diversification économique et de la transformation structurelle. Selon l'Association Africaine des Zones Economiques (AEZO), il existe à ce jour 203 ZES opérationnelles en Afrique. Aussi, plus de 73 projets ont été annoncés pour être réalisés dans 47 des 54 pays que compte le continent. Toujours selon les chiffres de l'AEZO, plus de 60 millions d'emplois ont été créés dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'industrie et des services, et plus de 2,6 milliards de dollars ont été investis dans le développement de projets de ZES sur le continent. «*Les ZES sont des catalyseurs du dévelop-*

## Tanger Med, un modèle pour les zones é

Beaucoup d'opérateurs dans leurs interventions ont salué Tanger Med comme source d'inspiration. Selon eux, le Groupe Tanger Med se distingue aujourd'hui par rapport à l'ensemble des projets qui ont été réalisés sur le continent africain.

Il faut rappeler, que Tanger Med aujourd'hui n'est pas seulement un pôle portuaire et logistique, et un pôle industriel qui se positionne sur le continent africain, mais il se positionne aussi comme un projet intégré au niveau mondial. Il compte 8 zones d'activités dédiées

aux secteurs automobile, textile, aéronautique, logistique..., 1200 entreprises installées employant 100.000 personnes et réalisant 133 milliards de DH de volume d'affaires. En effet, le complexe portuaire de Tanger est à ce jour le premier port en Afrique et en Méditerranée, occupant depuis plus de 5 ans cette position et se classant au 22<sup>ème</sup> rang au niveau mondial.

Par ailleurs, la zone économique de Tanger Med bénéficie aussi d'une infrastructure logistique de qualité et offre une envergure internationale aux industriels qui sont installés

**TÉMOIGNAGE**

**EMMANUEL MBARGA, Conseiller régional pour l'Afrique centrale et expert principal pour les questions d'accès au marché au siège de la ZLECAF**

Il est important que ce genre de forum et d'activités se tienne sur le continent pour qu'il y ait une transmission des expériences et des bonnes pratiques et pour que tous les acteurs puissent aller vers l'accomplissement de ce marché africain. En février dernier à Gaborone au Botswana, une directive européenne a été adoptée par le Conseil de la ZLECAF. Cette dernière, va permettre aux produits qui sont fabriqués dans



la zone de libre-échange continentale africaine et dans les zones économiques spéciales de pouvoir bénéficier de préférences commerciales de la ZLECAF. Une avancée qui va permettre aux zones économiques spéciales africaines de contribuer à l'industrialisation de l'Afrique, de participer au développement du commerce intra-africain et au développement des zones économiques africaines.



pement et de la croissance en Afrique et peuvent jouer un rôle clé dans la diversification économique et l'accélération de l'industrialisation durables », a d'ailleurs précisé dans ce sens Albert Muchanga, Commissaire au commerce et à l'industrie de la

Commission de l'Union africaine, dans son allocution. Quant à Richard Bolwij, Directeur de la branche Recherche sur l'investissement au sein de la CNUCED, il a souligné que les crises politiques et économiques

qu'a connues le monde au cours des dernières années ont profondément perturbé les flux d'IDE vers l'Afrique, notant la nécessité d'adopter des modèles de financement durables pour renforcer l'essor des ZES africaines et de promouvoir les investissements des PME dans ces zones. Les participants sont unanimes: le développement de l'Afrique passe nécessairement par ces zones économiques. Selon eux, les ZES peuvent remodeler l'avenir du continent africain, en favorisant la création de richesses et d'emplois, l'accélération du rythme de réalisation des infrastructures, l'accroissement de l'attraction des IDE et la promotion de l'intégration régionale. Reste à adopter les mécanismes nécessaires pour promouvoir le rôle de ces zones, notamment en renforçant la connectivité logistique, et en développant des partenariats stratégiques, permettant de mobiliser les ressources financières nécessaires pour assurer leur développement et favoriser leur transformation en zones durables et intégrées. ■

**s économiques africaines**

dans ses différentes zones. Un rôle de locomotive pour le continent qui responsabilise Tanger Med par rapport au développement de partenariats renforcés avec ses partenaires africains. De quoi inspirer ces derniers qui peuvent reproduire l'exemple marocain avec quelques adaptations locales. Au-delà, Tanger Med et ses confrères africains sont aussi alignés avec les objectifs de l'implémentation de l'accord de libre-échange continental – ZLECAF-. De quoi leur permettre, de façon directe ou indirecte, de développer des complémentarités



avec ces différentes zones africaines et de renforcer le positionnement de l'Afrique de façon globale, mais aussi des zones économiques africaines sur les chaînes de valeurs à l'international.

Cela permettra de créer encore plus de liens entre les différentes zones économiques africaines pour réussir l'implémentation de la ZLECAF et accélérer l'industrialisation de façon plus globale sur le continent.

# Vers des ZES plus soucieuses de l'environnement

Prendre en compte les défis de l'écologie, afin de tendre vers une économie verte, et adopter de nouveaux critères de compétitivité, tel est l'un des objectifs inscrits dans la feuille de route de l'African Special Economic Zones pour ces cinq prochaines années, l'objectif étant de favoriser une industrie africaine plus verte et plus compétitive. PAR D.J.

L'innovation et la technologie, vecteurs de développement des zones économiques spéciales, c'est, de l'avis des experts, ce que doit prendre en compte la politique industrielle de l'Afrique afin de tendre vers une économie verte et adopter de nouveaux critères de compétitivité. Justement, la feuille de route que comptent appliquer les membres l'AEZO au sein de leurs pays respectifs s'articule notamment sur la mise en avant du principe de développement durable et soutenu afin de favoriser une industrie compétitive, mais surtout plus soucieuse de l'environnement.

«Il faut avoir des ressources efficaces et il faut aider nos pays à atteindre l'objectif économique et de développement en prenant en considération les changements climatiques, la pénurie d'eau. Il faut pouvoir adopter un écosystème qui inclut les énergies renouvelables au sein de l'industrie, sachant

que beaucoup de pays du continent disposent notamment de ressources éoliennes ou solaires», a indiqué Adil Chikhi, Directeur & Head of Corporate for north Africa region de la BERD. Et de poursuivre : «ce même écosystème devrait nous aider, par exemple, à réduire la consommation d'eau, à favoriser l'économie circulaire, à maîtriser la gestion des déchets et, en somme, à favoriser une meilleure efficacité des ressources énergétiques. Compte tenu du réchauffement climatique et du stress hydrique qui touche certaines de nos régions, il faut inciter les opérateurs à opter pour des technologies nouvelles et toujours plus respectueuses de l'environnement, comme c'est le cas par exemple dans le secteur agro-industriel avec l'agritech. Au sein de la BERD, nous essayons d'inclure les nouvelles technologies dans notre package de financement».

En se spécialisant de plus en plus dans les secteurs verts, les ZES peuvent tirer

parti de flux d'investissements dans des domaines liés aux Objectifs de Développement Durable (ODD). «Le fait de s'inscrire dans une dynamique où le développement durable est un élément fondamental est plutôt une opportunité pour le continent africain. Nous avons aujourd'hui une carte à jouer qui n'est pas des moindres. Le développement durable et les énergies renouvelables font partie de la feuille de route africaine d'une façon générale et il faudrait que les zones économiques puissent en profiter pour répondre encore une fois plus efficacement aux enjeux de décarbonation et surtout, aux demandes des investisseurs par rapport à leurs projections futures et à leur développement commercial à partir du continent africain pour servir le continent africain, et à partir du continent africain pour servir d'autres destinations», a souligné Ahmed Bennis, Directeur général de Tanger Med Zones et Secrétaire général de l'AEZO. ■

## TÉMOIGNAGE

### MOUSTAPHA CISSE, Secrétaire permanent Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX) du Sénégal

S'agissant des leviers à activer afin qu'il y ait une meilleure intégration économique du continent dans les chaînes de valeurs mondiales, nous devons faire beaucoup d'efforts pour la mise en place des infrastructures d'appui à la production. Aujourd'hui, l'Afrique est une destination privilégiée d'investissement, mais les investisseurs ont besoin d'infrastructures et de connexions au marché émetteur, que ce soit au niveau des infrastructures, du transport aérien, maritime, ferroviaire ou routier, nous avons beaucoup d'efforts à faire pour nous mettre aux normes internationales. Le deuxième levier qui me paraît, c'est qu'il nous faut mettre l'accent sur l'amélioration continue de la qualité des services qui doit être au niveau des standards internationaux.

Un autre levier qui est tout aussi important pour nous, c'est de toujours essayer de tout faire pour simplifier et améliorer l'environnement des affaires, c'est-à-dire que ces réformes qui visent à mettre beaucoup plus de célérité et de transparence dans les procédures administratives. Je pense qu'on doit toujours continuer à pouvoir le faire, et le dernier point sur lequel il faut insister, c'est de renforcer la coopération et la circulation entre nos Etats pour en faire une zone de libre-échange avec une réelle volonté politique. ”





# Logistique : un levier incontournable du développement compétitif

Le réseau logistique est très important sur le continent. Mais le principal problème consiste à connecter ses marchés et ses produits. Comment les zones économiques spéciales africaines peuvent-elles participer activement à l'amélioration de la compétitivité logistique ? PAR D.J.

**M**algré la modernisation en cours, la logistique africaine demeure insuffisamment compétitive pour soutenir la croissance continentale. Et pourtant, les zones économiques spéciales ont un rôle fondamental à jouer. «Le réseau logistique est très important sur le continent. Essayez d'imaginer les voix qui pourraient connecter ses marchés et ses produits en faisant fi des barrières logistiques et des barrières géographiques. Cet objectif contribuera justement à transformer ces zones économiques spéciales africaines», a souligné Hassan Abkari, Directeur général de Tanger Med Port Authority, notant que le plus important, c'est d'avoir une bonne connectivité en Afrique. «Nous pourrions avoir accès à tous les ports du continent à partir de Tanger Med à travers un service direct. Certes, nous avons observé ces dernières années un développement durable avec l'Afrique, mais nous avons

**Les zones économiques spéciales connaissent un engouement en Afrique. La plus connue de ces ZES est celle de Tanger Med. Le port a créé, en arrière-plan des terminaux, des zones dont certaines ont une spécialité, à l'image de l'Automotive City qui est dédiée à la logistique automobile.**

constaté que les exportations ne se sont développées que de 6 % et de seulement 3 % pour les importations. Ce qui revient à dire, que l'Afrique exporte plus et qu'il y a une grande dépendance au niveau des importations. Les zones économiques spéciales ont un rôle majeur dans les industries et pour réduire le manque d'équilibre et pour assurer aussi un commerce inter-africain », ajoute-t-il.

Les zones économiques spéciales connaissent un engouement en Afrique. La plus connue de ces ZES est celle de Tanger Med. Le port a créé, en arrière-plan des terminaux, des zones dont certaines ont une spécialité, à l'image de l'Automotive City qui est dédiée à la logistique automobile.

« Pour nous au sein de DHL, l'Afrique est un marché qui se développe très rapidement. Les zones économiques spéciales jouent un rôle primordial pour canaliser les échanges au sein de l'Afrique, mais aussi en dehors de l'Afrique. Quand vous êtes implantés à Tanger, vous avez en main tous les éléments nécessaires en matière d'infrastructure et vous pouvez vous appuyer sur des services qui allègent les contraintes administratives. Il faut en tirer profit pour avoir accès notamment au marché international », a expliqué Tina Manoukian, Country manager DHL Logistics Morocco SA. ■

# Digitalisation : une priorité pour les ZES

Le digital est devenu un levier déterminant pour l'économie mondiale. Les Zones économiques spéciales africaines ne veulent point rater ce virage. PAR D.J.

**L**e taux de pénétration d'internet au sein du continent constitue un indicateur de premier plan en matière de transformation digitale. L'Afrique du Nord et l'Afrique

du Sud présentent des taux significativement supérieurs à la moyenne, ce qui n'est pas encore le cas de l'Afrique Centrale et de l'Est qui poursuivent dans ce sens leur développement,

l'objectif étant de disposer d'une stratégie digitale favorisant notamment la dématérialisation de ses processus métiers, via la mise en ligne de plateformes spécifiques. ■

## TÉMOIGNAGES

**YAHIA EL AMRANI**, Directeur général Cires Technologie, branche technologique du Groupe Tanger Med

« Nous sommes spécialisés en matière de sécurité cybernétique, mais aussi en matière de solution business qui se rapportent aux transactions commerciales. Nous devons bien analyser la particularité de notre continent pour mieux élucider là où il faut adapter la technologie à l'environnement. C'est le cas également en matière d'accessibilité aux données et en matière de temporalité. Actuellement, nous devons réussir dans tous ces projets de digitalisation et pour cela, nous devons réduire le temps de réponse pour être efficaces dans notre business. Je pense qu'il est très important aujourd'hui, de comprendre que la révolution numérique est une belle opportunité pour développer nos activités et même le nombre phénoménal de données que l'on peut générer. Mais il faut comprendre aussi, qu'on ne peut pas générer des données et les utiliser pour être en mesure



d'extraire des cas opérationnels et aussi des informations de prise de décision pour mieux développer nos activités. C'est le point le plus important pour la digitalisation, car nous avons besoin de cette dernière pour transformer nos zones économiques et les connecter entre elles. Je pense que la digitalisation doit répondre aux besoins économiques de la société et s'adapter, mais pas l'inverse ».

**EBBA LUND**, Chief Executive Officer of the International Association of Science Parks and Areas of Innovation (IASP),

« Il y a beaucoup de défis qui se rapportent à la diversification économique et à l'inclusion économique, notamment au niveau des « Smart zones » ou zones intelligentes qui permettent aux zones économiques africaines de miser sur les nouvelles technologies. La digitalisation permet de contrôler énormément de choses, que ce soit la consommation d'eau, d'électricité... On peut également utiliser un ensemble technologique qui n'est pas très



coûteux et qui permet d'assurer un réseautage entre la ville et la zone économique spéciale. Nous avons également un centre d'innovation pour inviter les sociétés à développer des produits. Il y a beaucoup de questions à se poser, dont celle qui consiste à assurer la traçabilité des produits pour savoir tout ce qui se passe au niveau des infrastructures ».